

Prêts aux petites entreprises—Loi

temps à lire les décrets du conseil! Nous avons soulevé à maintes reprises à la Chambre cette question du grand nombre de décrets touchant les hommes d'affaires et d'autres Canadiens.

Un autre problème se pose pour le monde de la petite entreprise, surtout dans l'industrie de la construction domiciliaire. Le numéro de septembre 1979 de *Hudac National Focus* applaudit au projet conservateur de déduction des intérêts hypothécaires, que les partis libéral et néo-démocrate ont farouchement combattu et coulé au cours de la dernière législature. On lisait dans cette publication que dans l'ensemble, les constructeurs et l'industrie étaient satisfaits du programme annoncé par le ministre des Finances de l'époque, même si quelques uns étaient sceptiques quant au résultat global. Ce programme n'aurait peut-être pas aidé tout le monde au Canada, mais il aurait été très bénéfique pour les propriétaires et les constructeurs de maisons. Le nouveau gouvernement n'a rien fait depuis qu'il est au pouvoir. Les néo-démocrates s'égosillent à dénoncer les taux d'intérêt, mais ils ont combattu et coulé une mesure législative qui aurait grandement aidé les propriétaires et l'industrie du bâtiment au Canada.

Ils n'étaient pas assez occupés à couler des mesures concernant les anciens combattants et le transport de matières dangereuses, il a fallu qu'ils combattent aussi le programme de déduction des intérêts hypothécaires qui aurait aidé les propriétaires et le monde des affaires en général.

M. Blenkarn: Et ils ont chassé les gens de chez eux.

● (2030)

M. McKenzie: C'est juste. Le NPD et les libéraux chassent les gens de leurs maisons.

M. Blenkarn: Ils paient 3 p. 100 de plus en intérêts qu'ils ne devraient.

M. McKenzie: Très juste. Un de mes collègues vient de signaler que les taux d'intérêt ont monté de 3 p. 100. C'est la faute de ce que le parti libéral et le NPD ont fait au cours de la 29^e législature.

Le gouvernement libéral a aussi le tort de ne pas créer des emplois. A la place, il crée des problèmes. Il ferait beaucoup pour les entreprises s'il réalisait l'autosuffisance pétrolière. Nous constatons que le Canada dépense 5.1 millions de dollars par jour en importations pétrolières. Les gouvernements libéraux successifs ont fait plus pour la création d'emplois dans les pays de l'OPEP qu'au Canada.

M. Blenkarn: Là où ils ont réussi, c'est à faire monter les taux d'intérêt au Canada.

M. McKenzie: Oui, sur ce plan-là ils ont fait du bon travail. En tout cas, sur le plan de la création d'emplois dans les pays de l'OPEP, ils ont remarquablement réussi avec leur politique

d'importations pétrolières au lieu d'une politique d'autosuffisance pour le Canada. Si les gouvernements libéraux avaient appliqué la politique mise en place par le gouvernement Diefenbaker en 1958, le programme des routes d'accès aux ressources, le Canada serait sans doute autosuffisant aujourd'hui. Nous n'aurions probablement pas de chômage, pas d'ennuis d'importation de pétrole. Toutes les entreprises seraient florissantes si le programme Diefenbaker des routes d'accès aux ressources n'avait pas été abandonné. Ce programme a bien fait rire les libéraux. Ils parlaient des routes d'accès aux igloos. Aujourd'hui, ces ricanements libéraux nous coûtent très cher.

Bien sûr, avec la politique libérale actuelle, les 5.1 millions par jour que nous envoyons à l'OPEP pour créer des emplois vont passer à 15 millions par jour environ au cours des trois ou quatre prochaines années. Les pays de l'OPEP doivent sûrement regarder avec amour ce gouvernement libéral qui compte si bien sur eux.

Il y a d'autres membres de notre parti qui aimeraient prendre la parole ce soir, mais je voulais faire consigner ces opinions au compte rendu. Je sais que le ministre d'État (Petites entreprises) (M. Lapointe) s'est déplacé—le voilà derrière le rideau—et j'espère qu'il a pris note de ce que j'ai dit ce soir. J'espère aussi qu'il lit les mandats et qu'il se souvient pourquoi nous préconisons des taux d'intérêt élevés. Je ne sais pas s'il était ici durant la vingt-neuvième législature, mais j'espère qu'il se rappelle le tort qu'on a causé à notre pays en permettant au NPD de diriger le Canada pendant 20 mois. Ce parti doit assumer la responsabilité pleine et entière, de concert avec les libéraux, de la politique actuelle de taux d'intérêt élevés qui a été établie par les néo-démocrates et les libéraux au cours de la vingt-neuvième législature.

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur l'Orateur, je suis content de pouvoir prendre la parole ce soir, car je me suis fait le défenseur de la petite entreprise au cours de la dernière législature. Il s'ensuit donc que je connais les difficultés qu'elles éprouvent actuellement dans le pays.

En réalité, la petite entreprise ne se laissera pas berner par cette loi. Tout ce dont il s'agit, c'est d'un amendement aux directives que l'on trouve d'habitude dans la trousse de premiers soins des libéraux. L'accroissement de 75 millions de dollars, portant le total à 675 millions, qui entrera en vigueur le 30 juin, n'aide pas tellement à régler les nombreux problèmes internes critiques qu'éprouve la petite entreprise. La limite passe de \$75,000 à \$100,000 et on s'attaque à l'inflation en ajoutant une tranche de \$25,000. Mais il ne s'agit simplement en réalité que d'une indexation pour compenser trois années d'inflation effrénée.